

Mail de Patrick CHAIZE aux élus de l'Ain – 1^{er} avril 2020

Actualités

Nombre d'entre vous m'ont interpellé ces derniers jours, sur les conditions de distribution et de présence de La Poste, ainsi que sur la continuité des services publics et l'activité des agents, dans le contexte de la crise sanitaire liée au Coronavirus – Covid 19.

Aussi, pour répondre à vos interrogations, vous trouverez en pièces attachées :

- un communiqué vous apportant des informations sur les sujets postaux ;
- une note issue du Secrétariat d'État auprès du Ministre de l'Action et des Comptes publics, relative à la gestion de la crise sanitaire dans la Fonction Publique.

Je vous souhaite bonne réception de ces éléments et reste à votre entière disposition.



Bourg en Bresse, le 1^{er} avril 2020

**A Mesdames et Messieurs les élus de l'Ain
De la part de Patrick CHAIZE**

Crise sanitaire et présence postale dans les territoires

Dans le contexte de la crise sanitaire que nous traversons, j'ai réuni ce mardi 31 mars 2020, l'Observatoire National de la Présence Postale, en ma qualité de Président de cette instance. Entreprise chargée de missions de service public, le Groupe La Poste doit assurer la santé de ses salariés tout en se recentrant sur **ses missions essentielles au service de la population et en adaptant son organisation.**

C'est dans cet esprit de continuité de service et de solidarité partenariale que l'Observatoire s'associe aux efforts que le Groupe La Poste met en œuvre, pour **assurer l'accès aux services postaux et garantir pendant toute la durée de la crise sanitaire, le maillage le plus essentiel et le plus opérationnel.**

J'ai rappelé que les Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT) devaient jouer leur rôle dans ce dispositif : **veiller à la cohérence de l'offre postale dans le département** en s'assurant de la complémentarité des bureaux de poste et des partenariats partout où les conditions sanitaires le permettent, mais **également travailler en lien étroit pendant toute cette période exceptionnelle, avec le Préfet, les élus que vous êtes et les représentants de La Poste.**

1. Ouverture des bureaux de poste :

La Poste a été en capacité d'assurer l'ouverture de 1 600 bureaux au niveau national depuis le début de la crise sanitaire.

Ce maillage sera complété, pendant la durée de versement des prestations sociales de début avril, de 200 autres bureaux situés dans ou à proximité des quartiers de la politique de la ville, ainsi que des bureaux Facteur-Guichetiers pour lesquels les conditions sanitaires et opérationnelles seront réunies.

Il est à noter que seules 600 agences postales communales sont à ce jour opérationnelles sur les 6 000 existantes sur le territoire national.

Aussi, j'ai demandé à l'ensemble des présidents des CDPPT d'organiser leur réouverture en cohérence avec le maillage départemental.

Pour ce faire, La Poste s'est engagée à mettre à disposition des Maires, le cas échéant, les matériels de protection sanitaire utiles à la continuité de la mission.

2. Accès aux espèces :

L'accès aux espèces est une préoccupation exprimée par de nombreux élus, notamment en zone rurale.

Au niveau national, 50% des agences postales disposent actuellement de fonds leur permettant d'assurer les opérations de dépannage financier sans besoin immédiat de réalimentation.

Pour les autres agences postales, **il est nécessaire d'identifier, en lien avec les élus concernés, celles qui seraient en capacité d'assurer le service postal sous réserve d'alimentation en fonds.** Aussi, il revient aux Présidents des CDPPT, en lien avec les présidents d'associations départementales de maires et les élus, **d'analyser toutes les possibilités de réouverture des points de contact** en partenariat, dès lors que les conditions sanitaires et l'accès aux espèces sont respectés.

Alors que les prestations sociales devaient être disponibles le 6 avril, le Gouvernement, l'ACOSS et la CNAF ont accepté d'avancer leur versement, de telle sorte que les allocataires puissent en bénéficier dès le samedi 4 avril par retrait en distributeurs, limitant ainsi le nombre de celles et ceux devant se présenter en bureaux de poste à partir du lundi 6 avril.

3. Services aux personnes vulnérables :

Des travaux ont été engagés en vue de la mise en place de **mesures complémentaires permettant de répondre aux besoins des personnes ne pouvant se déplacer**, notamment les personnes âgées, en faisant appel aux facteurs.

Sur la base de l'ensemble de ces éléments, j'ai invité tous les Présidents de Commission Départementale de Présence Postale à se réunir dès aujourd'hui et avant la fin de la semaine, afin d'analyser les mesures prises par La Poste, relatives à l'accès aux services postaux dans le département, et d'adapter son maillage territorial.

4. Distribution du courrier et de la presse :

Dans une situation d'urgence, la direction de La Poste a pris l'initiative de distribuer le courrier trois jours par semaine au lieu de six, soit les mercredis, jeudis et vendredis.

Cette décision correspond d'une part, aux moyens en personnel dont dispose la Poste et d'autre part, à la chute importante du nombre de plis à distribuer depuis le début de la crise sanitaire.

Toutefois, il s'avère que cette situation n'est pas satisfaisante dans le sens où elle ne respecte pas le principe de continuité du service public et engendre des difficultés.

C'est pourquoi, conformément à ce qui a été rappelé cet après-midi dans l'hémicycle du Sénat, par la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, en réponse à la question de mon collègue Rémy POINTEREAU, La Poste doit adapter la répartition de ses tournées de manière plus équilibrée sur la semaine, ce qui pourrait être les lundis, mercredis et vendredis.



Questions/ Réponses à l'attention des employeurs et des agents publics dans le cadre de la gestion du Covid-19

Mis à jour le 31 mars 2020

Le Président de la République a annoncé le lundi 16 mars des mesures exceptionnelles pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 qui touche actuellement notre pays. Pendant la période d'urgence sanitaire, les modalités d'application du cadre juridique relatif à l'activité des agents publics ont été fixées, notamment concernant les modes de travail à distance qui deviennent la norme.

En application de l'article 8 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020, les délais de carence en cas de congés pour maladie - un jour dans le secteur public et trois jours dans le secteur privé - sont suspendus à partir de la date de publication de la loi et jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire.

Les informations ci-dessous étant sujettes à modifications, il est impératif de se reporter régulièrement au site dédié du Gouvernement : <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>.

1 – Comment organiser le travail des agents à distance ?

Le moyen le plus efficace pour lutter contre la diffusion du Covid-19 est de limiter les contacts physiques. Depuis le lundi 16 mars – à la double condition que les activités puissent être travaillées et que les agents ne soient pas concernés par un plan de continuité de l'activité (PCA) – le télétravail constitue la modalité d'organisation du travail de droit commun. L'agent utilise le matériel attribué par son employeur, ou le cas échéant son matériel personnel.

En cas d'impossibilité de télétravailler, l'agent est placé par son employeur en autorisation spéciale d'absence (ASA).

Seuls les agents publics participant aux PCA en présentiel, se rendent effectivement sur leur lieu de travail.

Dans ce contexte, les employeurs publics sont invités à repenser leur organisation du travail de façon à :

- programmer les réunions sous forme de conférences téléphoniques ;
- reporter tous les déplacements ;
- reporter tous les rassemblements, séminaires, colloques.

2 – Comment assure-t-on la continuité de services publics ?

Depuis le 15 mars, des plans de continuité de l'activité (PCA) sont mis en place dans chaque ministère et/ou structure publique. L'objectif de ces PCA est d'organiser la réaction opérationnelle et d'assurer le maintien des activités indispensables pour les ministères, les services déconcentrés, les collectivités territoriales et les établissements hospitaliers et médico-sociaux.

Le PCA détermine les agents devant être impérativement, soit présents physiquement, soit en télétravail actif avec un matériel adapté, que celui-ci soit attribué par le service ou qu'il soit personnel.

Dans le contexte de pandémie de Covid-19, et afin de protéger les agents les plus vulnérables, ceux-ci sont invités à rester chez eux, et qu'ils ne participent pas au travail en présentiel.

Une liste de 11 critères pathologiques a été définie par le Haut conseil de la santé publique (HCSP) le 14 mars 2020, à savoir :

- ✓ les patients aux antécédents cardiovasculaires : hypertension artérielle compliquée, antécédents d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;
- ✓ les diabétiques insulino-dépendants non équilibrés ou présentant des complications secondaires à leur pathologie ;
- ✓ les personnes présentant une pathologie chronique respiratoire susceptible de décompenser lors d'une infection virale ;
- ✓ les patients présentant une insuffisance rénale chronique dialysée ;
- ✓ les malades atteints de cancer sous traitement ;
- ✓ les personnes avec une immunodépression congénitale ou acquise (médicamenteuses : chimiothérapie anti cancéreuse, immunosuppresseur, biothérapie et/ou une corticothérapie à dose immunosuppressive, infection à VIH non contrôlé avec des CD4 <200/mm³, consécutive à une greffe d'organe solide ou de cellules souche hématopoïétiques, liée à une hémopathie maligne en cours de traitement) ;
- ✓ les malades de cirrhose au stade B au moins ;
- ✓ les personnes présentant une obésité morbide (indice de masse corporelle > 40kg/m²) ;
- ✓ les femmes enceintes à partir du 3ème trimestre de grossesse.

A l'exception des personnels soignants, les agents présentant une ou plusieurs pathologies précitées se rendent sur le portail de la CNAMTS (declare.ameli.fr) afin de déposer une déclaration, et enclencher ainsi la procédure dédiée aux plus vulnérables face au Covid-19.

S'agissant des femmes enceintes, un travail à distance est systématiquement proposé par l'employeur. A défaut, en cas d'impossibilité de télétravailler, une autorisation spéciale d'absence est délivrée par le chef de service.

3 - Quels agents participent aux plans de continuité de l'activité (PCA) ?

Après évaluation des risques, tous les employeurs publics élaborent un PCA en définissant les fonctions qui nécessitent une présence physique ainsi que les agents concernés. Toutes les mesures nécessaires doivent alors être prises pour garantir la santé et la sécurité de ces personnes.

Les agents les plus vulnérables, tels que définis par le Haut conseil de la santé publique, et les personnes malades ne peuvent participer à un PCA en présentiel.

Tout agent nominativement désigné par son supérieur hiérarchique comme relevant d'un PCA en présentiel est contraint de se rendre physiquement sur son lieu de travail.

Si un agent relevant d'un PCA ne se présente pas, alors même que toutes les mesures sanitaires ont été prises pour le protéger, il peut être sanctionné pour service non fait. Cette absence implique une retenue d'1/30 de son salaire et des suites disciplinaires.

4 - Quel système de garde est mis en place pour les enfants du personnel soignant ?

Un système de garde est organisé exclusivement pour les personnels indispensables à la gestion de la crise, et notamment le personnel soignant, dans l'école où sont scolarisés leurs enfants ou dans une école à proximité.

Afin de prendre en charge les enfants de moins de trois ans, les crèches hospitalières ou d'autres structures d'accueil de la petite enfance bénéficient d'un régime dérogatoire de façon à rester ouvertes et à accueillir les enfants, en appliquant les mesures de sécurité sanitaire adaptées. Les parents concernés peuvent renseigner leur besoin sur le site <https://monenfant.fr>

Par ailleurs, le nombre d'enfants susceptibles d'être gardés par une assistante maternelle agréée est accru, par dérogation : il est désormais porté de 4 à 6 enfants.

5 - Quelles mesures doivent être respectées entre collègues lors d'un PCA en présentiel ?

Les agents appliquent les consignes barrières suivantes : se laver les mains régulièrement; tousser ou éternuer dans son coude ; utiliser des mouchoirs à usage unique ; saluer sans se serrer la main et proscrire les embrassades.

Une distance d'1 mètre doit être respectée entre deux personnes. L'employeur organise le lieu de travail afin de garantir cette nécessaire distanciation.

6 - Quelles mesures de précaution prendre à l'égard des agents assurant la continuité de l'activité et ayant un contact avec le public ?

Pour rappel, la transmission du virus se fait par un contact étroit avec une personne déjà contaminée, par l'inhalation de gouttelettes infectieuses émises lors d'éternuements ou de toux de la personne contaminée. La contamination nécessite un contact direct en face à face à moins d'1 mètre ou de plus de 15 minutes avec une personne malade. Un des

vecteurs privilégiés de la transmission du virus est le contact des mains non lavées (poignée de main, clenche de porte, bouton d'ascenseur...).

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- contacts brefs : les mesures « barrières » notamment le lavage très régulier des mains – au savon ou à défaut avec du gel hydro-alcoolique – permettent de préserver la santé des salariés et celle de leur entourage. Dans ces conditions, dès lors que ces mesures sont mises en œuvre, la seule circonstance que l'agent soit affecté à l'accueil du public et pour des contacts brefs ne suffit pas, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, à considérer qu'il justifie d'un motif raisonnable pour exercer son droit de retrait;

- contacts étroits et prolongés : il y a lieu de compléter les mesures « barrières » afin d'éviter tout contact étroit et prolongé, par exemple par l'installation d'une zone de courtoisie d'un mètre, par le nettoyage des surfaces avec un produit approprié, ainsi que par le lavage des mains. Dans ces conditions, dès lors que ces mesures sont mises en œuvre, la seule circonstance que l'agent soit affecté à l'accueil du public ne suffit pas, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, à considérer qu'il justifie d'un motif raisonnable pour exercer son droit de retrait.

7 - Quelles mesures prendre si un agent du service est contaminé ?

Le code du travail prévoit que l'employeur doit prendre les mesures nécessaires « pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et morale des travailleurs » (article L. 4121-1 du code du travail). A ce titre, l'employeur peut être fondé à prendre des dispositions contraignantes pour assurer la protection de la santé du personnel après évaluation du risque de contagion dans le service.

Il est rappelé que la transmission du virus se fait par un « contact étroit » avec une personne déjà contaminée, notamment par l'émission de gouttelettes infectieuses lors d'éternuements ou de toux qui pénètrent dans les voies respiratoires. La première mesure est donc bien sûr d'éloigner l'agent malade de son environnement de travail.

L'employeur demande à l'agent malade de rentrer à son domicile, en appliquant les mesures barrières de façon stricte et doit respecter les consignes aux malades, qui sont données sur le site du Gouvernement. Les agents malades présentant des signes graves (forte fièvre et / ou gêne respiratoire importante), et uniquement ceux-là, doivent joindre le 15.

L'employeur demande à l'ensemble des agents ayant été en contact étroit et prolongé avec l'agent porteur de rester strictement confiné à leur domicile en quatorzaine en appliquant des mesures barrières strictes :

- surveiller sa température 2 fois par jour ;
- surveiller l'apparition de symptômes d'infection respiratoire (fièvre, toux, difficultés respiratoires) ;
- respecter les mesures habituelles d'hygiène, notamment se laver fréquemment les mains avec du savon ou les désinfecter avec une solution hydro-alcoolique ;
- dans la vie quotidienne, adopter des mesures de distanciation sociale : saluer sans contact, éviter les contacts proches (réunions, ateliers avec les enfants, etc.) ;

- dans la vie quotidienne, éviter tout contact avec les personnes fragiles (femmes enceintes, personnes âgées, personnes handicapées, etc.) ;
- éviter toute sortie.

L'employeur informe le CHSCT de façon dématérialisée.

Par ailleurs, l'environnement de travail de l'agent contaminé doit être traité de la manière suivante, le coronavirus pouvant probablement survivre plusieurs heures sur des surfaces sèches :

- équipement des personnes en charge du nettoyage des sols et surfaces avec port d'une blouse, de gants de ménage, de bottes ou chaussures de travail fermées (le port de masque de protection respiratoire n'est pas nécessaire du fait de l'absence d'aérosolisation par les sols et surfaces) ; strict respect des mesures barrières (lavage des mains) ;
- renforcement du ménage, avec les produits et procédures habituels. Une attention particulière est portée sur toutes les surfaces particulièrement exposées aux risques telles que les poignées de porte, les boutons d'ascenseur, les rampes d'escalier, le mobilier mais aussi les équipements informatiques (téléphones, claviers d'ordinateurs...) ;
- entretien des sols : privilégier une stratégie de lavage-désinfection humide (pas d'aspirateur, qui met en suspension les poussières et les virus) ; bandeaux à usage unique si possible ;
- les déchets produits par la personne contaminée suivent la filière d'élimination classique.

8 - Existe-t-il des missions incompatibles avec le droit de retrait ?

Le droit de retrait, comme tout droit accordé aux fonctionnaires, doit pouvoir être articulé avec la nécessité de continuité du service public et de préservation de l'ordre public (cf. sur le droit de grève qui est un droit constitutionnel, CE, 7 juillet 1950, Dehaene). Dans ce cadre, un certain nombre de métiers ou corps de fonctionnaires sont visés par une limitation du droit de retrait (policiers municipaux, administration pénitentiaire, agents en fonction dans les missions diplomatiques et consulaires, sapeurs-pompiers, militaires - de par leur statut -).

En période de pandémie, les personnels qui sont exposés au risque de contamination du virus du fait de la nature de leur activité habituelle (personnels de santé ; personnels chargés du ramassage et du traitement des déchets par exemple), parce qu'ils sont systématiquement exposés à des agents biologiques infectieux du fait même de l'exercice normal de leur profession (risque professionnel) ou parce que leur maintien en poste s'impose pour éviter toute mise en danger d'autrui, ne peuvent légitimement exercer leur droit de retrait, au seul motif d'une exposition au virus.

Pour les professionnels exposés de manière active au virus, il convient de prévoir des mesures de protection renforcées et adaptées aux missions qu'ils exercent (masques, consignes d'hygiène, mesures d'organisation, suivi médical...).